



IIIème symposium forestier national

11 au 18 décembre 1999  
Bujumbura (Burundi)

RAPPORT DE MISSION  
François Besse

décembre 1999

**IIIème symposium forestier national**

**11 au 18 décembre 1999  
Bujumbura (Burundi)**

**RAPPORT DE MISSION  
François Besse**

décembre 1999

La mission a été initiée sur invitation de Monsieur le Ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement du Burundi à participer au 3ème Symposium forestier national qui s'est tenu à Bujumbura du 13 au 15 décembre 1999 ainsi qu'aux manifestations qui l'accompagnaient.

En 1973, le premier symposium forestier se tenait à Bujumbura. Dix ans plus tard, le second symposium forestier rassemblait tous ceux qui sont concernés par le développement rural (forestiers bien sûr mais également agronomes, pastoralistes et vétérinaires, sociologues et pédologues).

La crise que le pays a connue en 1993 n'a pas permis de réunir le troisième symposium à la date prévue. Ce n'est qu'en 1999 que l'évolution de la situation et surtout une volonté déterminée ont permis de rassembler plus de 80 personnes, du Burundi et de quelques pays du Nord autour du thème "Développer et assurer la gestion durable de nos ressources forestières".

Les maîtres mots de cette rencontre seront réconciliation et reconstruction, dans un contexte d'isolement.

A l'issue du symposium et des nombreux échanges et rencontres que nous avons pu avoir avec des autorités et des acteurs de terrain (techniciens et ingénieurs forestiers, agronomes et chercheurs, nous avons retenu quelques points forts dans les constats que nous avons pu faire :

#### **Manque de références récentes sur la ressource bois et la demande**

En 1991, à l'issue d'une enquête sur la filière bois pour la ville de Bujumbura, nous notions la difficulté d'appréhender avec exactitude la place de la production forestière rurale tant pour l'approvisionnement de la ville de Bujumbura que pour les villes secondaires et l'autoconsommation en zone rurale. Les modifications profondes conséquences de la crise de 1993, tant dans le domaine social (déplacement de populations, limitation de l'accès à la terre, pertes humaines) que dans le domaine économique (défrichements et exploitations illicites, incendie, dégâts de guerre) n'ont fait qu'accentuer cette méconnaissance.

#### **Modification de la relation de la population avec la ressource forestière**

La forêt, naturelle ou plantée, a représenté depuis plus de 6 ans un lieu de crainte.

#### **Bouleversement du contexte foncier sur l'ensemble du pays**

De nombreuses populations ont été déplacée et regroupées dans des camps installés dans plusieurs régions du pays (Ngozi, Kayanza mais également Bujumbura). Ces déplacements ont été accompagnés d'abandon de terres et d'exploitations illicites de terres agricoles ou forestières. Nous ne savons pas ce qu'il est advenu des terres de pâturages. Les règles d'usage ont été bouleversées. Un nouvel ordre foncier est à définir et à asseoir.

#### **Perte des références techniques et sociales**

Les différentes opérations de plantations forestières aussi bien dans le cadre d'interventions localisées que sur les grands chantiers de reboisement ont permis de reconnaître et de définir des techniques adaptées à un développement agro-sylvo-pastoral durable. Le

développement des techniques agroforestières est notable durant les années 80. Les populations rurales ont à reprendre l'usage de ces techniques en les adaptant à un nouveau contexte socio-économique et les services forestiers ont à s'adapter à jouer un rôle nouveau tout en maintenant une continuité avec les techniques de gestion de la ressource forestière.

#### **Envie de relance du pays**

Les effets de la crise de 1993 sont toujours présents et visibles mais ne semblent pas avoir entamé la volonté de remettre le pays en marche.

#### **Un pré-requis : la paix**

Il est bien évident que la volonté de retourner dans les champs ou sur les chantiers de reboisement, de renouer le dialogue, d'échanger ne peut se concevoir et se réaliser que dans un espoir sinon un contexte de paix.

A partir de ces constats, nous pouvons émettre plusieurs propositions dont l'action peut se dérouler dans le court terme ou dans le moyen et le long terme :

#### **POUR LE COURT TERME**

- 1 Inventaire de la ressource forestière
- 2 Formation des forestiers et des responsables locaux à une gestion locale des ressources
- 3 Remise en état de la documentation technique disponible sur l'ensemble du territoire et en particulier au sein du département des forêts
- 4 Relance de la recherche d'accompagnement assurée par l'ISABU au travers de la Cellule Agroforesterie et Conservation des eaux et des sols.

#### **POUR LE MOYEN ET LE LONG TERME**

- 5 Couverture aérienne au 1/25.000 qui seule peut offrir à tous les décideurs et acteurs de terrain l'outil d'analyse et de synthèse indispensable pour une gestion locale et une politique nationale.
- 6 Evaluation régionalisée des filières bois
- 7 Appui à la mise en place de centres de service, base d'une relance de la filière artisanale du bois en milieu urbain et rural



## 1. INVENTAIRE DE LA RESSOURCE FORESTIÈRE

### Contexte

Les besoins en bois de feu et de construction sont immédiats et très localisés. Les grands chantiers de reboisement représentent actuellement l'essentiel du potentiel de bois sur pied et la seule ressource ligneuse mobilisable massivement et rapidement

### Objectif général

L'objectif est d'une part de connaître le plus rapidement possible le volume de bois sur pied ainsi que la localisation de cette ressource, de favoriser ainsi une exploitation optimale pour répondre à une demande forte et urgente et de contribuer à combler le retard pris dans les coupes d'éclaircie qui menace la pérennité des boisements.

### Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de cette intervention seraient :

- inventaire statistique des différents chantiers plantés durant les années 70 et 80, afin de localiser la ressource et d'en évaluer la qualité (espèces, état des peuplements, dimensions des arbres) et la quantité (volume sur pied),
- cartographie des zones de production qui constituera une ébauche de description des peuplements, à l'échelle des boisements,
- définition des zones d'exploitation prioritaires pour rattraper les retards d'exploitation et restaurer les plantations en péril,
- remise à jour des plans d'aménagement des différents reboisements (Mageyo, Gakara, Vyanda, Vugizo, Mabanda ...), ce qui aurait également pour intérêt direct de confier aux agents forestiers une tâche concrète spécifique de leurs attributions et immédiatement applicable,

### Moyens à mettre en œuvre

Les parcellaires des différents boisements ainsi que les plans d'aménagement sont disponibles depuis la création des chantiers.

Les plans d'inventaire à élaborer sont à définir pour chacun des reboisements afin de tenir compte des spécificités de chacun d'entre eux mais avec le souci d'un rapprochement de l'ensemble des résultats afin de permettre une exploitation de ceux-ci aussi bien sur le plan local que sur le plan national.

Les équipes d'inventaires pourraient mobiliser l'ensemble du personnel et pas seulement les équipes d'inventaire proprement dites, afin de faciliter une cohésion des agents.

Le matériel à rassembler consiste en rubans centimétriques, dendromètres, boussoles et topofil.

## 2. FORMATION DES FORESTIERS ET DES RESPONSABLES LOCAUX À UNE GESTION LOCALE DES RESSOURCES

### Contexte

Durant les années 80, une politique de décentralisation des responsabilités territoriale avait été entamé, sans pouvoir aboutir. Le contexte sociologique a changé mais la politique de gestion durable des ressources va s'appuyer sur une même démarche de décentralisation des responsabilités. Cette démarche va s'accompagner d'une émergence de responsables locaux qui devront apprendre de nouvelles règles de gestion des ressources, en particulier forestières. Les forestiers seront rapidement confrontés à une remise en question de leur rôle sinon de leur fonction sur les boisements communaux et privés.

### Objectif général

L'objectif de cette proposition est de mettre à la disposition des responsables locaux, qu'ils soient élus ou nommés, ainsi qu'aux agents forestiers, des outils de gestion intégrant les approches sociologiques et techniques.

### Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques seraient les suivants :

- fournir aux responsables locaux les outils pour décrire et analyser la situation dans laquelle doit être gérée la ressource forestière,
- fournir aux responsables locaux les éléments indispensables pour une collaboration efficace avec leurs partenaires ou collaborateurs traditionnels (services forestiers, agronomiques ou de l'élevage, services de l'équipement ...)
- accompagner les agents forestiers dans la mise en œuvre de leur nouveau rôle auprès des populations et responsables locaux
- compléter les connaissances de chacun dans le domaine de l'environnement et de la gestion des ressources, en particulier forestières

### Moyens à mettre en œuvre

Il s'agit d'élaborer, à partir d'une bonne connaissance du milieu burundais, des stages de formation pour les responsables locaux ainsi que pour les agents forestiers. Ces stages peuvent se dérouler au Burundi ou à l'étranger.

### 3 REMISE À DISPOSITION DE LA DOCUMENTATION TECHNIQUE

#### Contexte

Le Département des forêts ainsi que nombre de projets ou institutions ont rassemblé durant les années 70 et 80 des documents de référence ou de synthèse. Par ailleurs, de nombreux essais ont été mis en place et suivis durant cette période. La Mission Crête Zaire-Nil et l'ISABU ont mené une politique de recherche d'accompagnement particulièrement riche et éclectique jusqu'au tout début des années 90. Il semble que l'accès à l'information écrite et aux références de terrain soit devenu difficile actuellement.

#### Objectif général

L'objectif de cette proposition est de rassembler, de capitaliser et de diffuser les informations existantes, d'une part sur les espèces et les techniques à utiliser au Burundi (documentation générale et spécifique à la région ou au pays) et d'autre part sur les essais mis en place et suivis au Burundi ou dans la région (documentation locale).

#### Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques seraient de :

- répertorier et réactiver les fonds documentaires existants et dont l'accès est devenu difficile voire impossible. La bibliothèque du Département des forêts représente un capital de plus de 3.000 références documentaires intéressant le domaine environnemental (forestier, agricole, pédologique...),
- répertorier les documents techniques et de synthèses rédigés dans le cadre de projets menés durant la période 70-80 dans le domaine de la foresterie (industrielle ou villageoise), de la lutte contre l'érosion ou de techniques agricoles.
- diffuser largement auprès des utilisateurs potentiels (y compris au sein du département des forêts et des projets) les références des documents identifiés et répertoriés,
- multiplier les documents dont la consultation doit être complétée par une large diffusion,
- interpréter et synthétiser les résultats qui n'auraient pu l'être depuis leur collecte.

#### Moyens à mettre en œuvre

Les documentalistes et responsables en place au Burundi sont les premiers à solliciter et mobiliser. Le Département des forêts peut être le maître d'œuvre de cette démarche et la Maison du bois ou le Centre d'Information Environnemental les bénéficiaires.

Les essais mis en place dans le cadre de la Mission forestière Crête Zaire-Nil et la Cellule Agroforesterie et Conservation des sols de l'ISABU ont été, pour une large part, répertoriés dans la base d'essais sylvicole tenue à jour par le Cirad-Forêt. Ce dernier peut contribuer à leur diffusion.



#### 4 RELANCE DE LA RECHERCHE D'ACCOMPAGNEMENT

##### Contexte

La recherche d'accompagnement pour la politique de reboisement a été assurée, durant les années 70 et 80 par la Mission forestière Crête Zaïre-Nil et la Cellule Agroforesterie et Conservation des eaux et des sols de l'ISABU. Une collaboration très étroite et particulièrement bénéfique pour la recherche et les projets de développement s'était établie entre les institutions de recherche et les projets de développement. De nombreux essais et parcelles de suivis ont été mis en place sur le terrain, sur l'ensemble du pays. Depuis plusieurs années, ces parcelles de références n'ont pu faire l'objet d'un suivi régulier indispensable pour étayer la base scientifique du développement durable des ressources forestières et de la gestion des écosystèmes.

##### Objectif général

L'objectif de cette proposition est de recréer les liens entre les services et organismes chargés de la recherche agronomique d'accompagnement d'une part et les projets et institutions engagés dans le développement agricole, au sens le plus large. L'objectif étant de mettre à disposition des utilisateurs les données et résultats existants afin d'éviter gaspillage d'énergie, de moyens et de temps.

##### Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques seraient :

- recenser et géoréférencer les parcelles et essais répartis sur l'ensemble du pays,
- évaluer l'intérêt des parcelles existantes et reprendre les mesures en suivant le protocole de suivi élaboré lors de la mise en place des parcelles,
- diffuser les caractéristiques de ces parcelles afin qu'elles soient reconnues et préservées,
- analyser les résultats, rédiger et rendre accessible les synthèses des travaux
- centraliser les données afin d'en faciliter la reconnaissance et l'accès.

##### Moyens à mettre en œuvre

Le Département des forêts peut être le maître d'ouvrage de cette démarche, en collaboration avec des organismes de recherche

Les rapports d'activité et documents de synthèse produits par les organismes de recherche et les projets (en particulier le Projet de reboisement Banque mondiale / FAC qui a créé, en collaboration avec l'ISABU, un important réseau de parcelles de suivi sur l'ensemble du pays) sont à exploiter en faisant appel au personnel en activité durant la période précitée.

Le Cirad peut, pour ce qui le concerne, participer à cette entreprise.



## 5 COUVERTURE AÉRIENNE AU 1/25.000

### Contexte

Le Burundi a subi depuis plus de 20 ans de profondes modifications dans son paysage physique, démographique et socio-économique. L'évolution de la ressource forestière dans les plantations ou en milieu agricole n'a pu être suivie de puis plusieurs années. L'impact de la crise de 1993 est important sans qu'il soit possible d'avoir une vision d'ensemble cohérente et fiable sur les conséquences actuelles et à terme.

Le contexte foncier a subi de profonds bouleversements et dont il est prévisible que les effets seront importants et durables sur les politiques foncières, sociales et environnementales qui sont en cours d'élaboration.

La relance du pays est imminente et doit pouvoir s'appuyer sur des données de base fiables et pertinentes.

### Objectif général

L'objectif de cette proposition est de mettre à la disposition du pays, et pas uniquement des services forestiers ou agricoles, un outil de description, d'analyse et de synthèse pour l'ensemble des décideurs et acteurs de terrain. La mise en œuvre d'une politique de développement et de gestion durable des ressources ne peut se passer d'un état des lieux précis sur lequel baser les grandes options de développement. L'échelle proposée est adaptée aux contraintes de relief et à la superficie du pays et permet un usage optimum pour des interventions locales de gestion et la définition de politiques nationales.

### Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques seraient :

- définition des besoins par les institutions et organismes concernés,
- couverture aérienne au 1/25.000ème sur l'ensemble du territoire,
- photo-interprétations thématiques selon les domaines identifiés (réseaux de communications, réseau hydrographique, structures urbaines, occupation des sols (foresterie, agriculture, cultures industrielles et villageoises, élevage ...),
- élaboration de bases de données géoréférencées en collaboration avec les institutions et organismes concernés, avec l'intervention éventuelles d'équipes spécialisées dans certains domaines spécifique (foresterie, base de données, foncier, environnement...)
- édition de cartes thématiques synthétisant les données des bases d'informations

### Moyens à mettre en œuvre

Les différents ministères concernés participeront à l'élaboration de la requête technique et financière, avec le concours si nécessaire, d'organismes extérieurs. L'importance de la tâche à accomplir et des moyens à mettre en œuvre peuvent justifier un appui financier multilatéral.

Le projet "Appui à la restauration et à la gestion de l'environnement" porterait son concours technique et méthodologique avec le concours éventuel de compétences extérieures dans le domaine de la formation ou de l'appui méthodologique pour les bases de données ou les produits élaborés.

## 6 EVALUATION RÉGIONALISÉE DES FILIÈRES BOIS

### Contexte

Une étude menée en 1991 pour l'évaluation de la filière bois de la ville de Bujumbura avait mis l'accent sur le manque de données fiables sur les éléments des différentes filières (bois de feu, charbon de bois, bois de service et bois d'oeuvre) et en particulier sur l'offre issue du milieu rural. L'évolution socio-politique du Burundi durant la période 91-99 a modifié les éléments mais n'a pas résolu ce manque d'informations.

La politique de reconstruction et de développement du pays doit pouvoir faire référence à des données actualisées.

### Objectif général

L'objectif principal de la proposition est de mettre à la disposition des décideurs institutionnels et des acteurs du développement des éléments fiables et actualisés sur les données des différentes filières bois. Ces données seront récoltées pour la capitale, à fin d'actualisation, pour les sites urbains de moyenne importance et en milieu rural.

### Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques seraient :

- études de consommation et de commercialisation des produits ligneux (bois de feu, charbon de bois, perches et bois de service, bois d'oeuvre et de sciage),
- enquêtes sur les circuits de commercialisation et de transformation,
- analyse de la structure des prix pour les produits ligneux,
- étude et analyse du secteur de seconde transformation (menuiseries en milieu urbain et rural)

### Moyens à mettre en œuvre

Les données seront recueillies au cours d'enquêtes normalisées de consommation et de trafic et auprès des zones de production.

Le Département des forêts pourra se voir confier la maîtrise d'ouvrage de ces enquêtes, en collaboration avec les autorités territoriales et avec l'appui méthodologique de l'Université de Bujumbura et d'organismes extérieurs.

## 7 APPUI À LA MISE EN PLACE DE CENTRES DE SERVICE

### Contexte

Le milieu artisanal pour la seconde transformation du bois (menuiserie et ébénisterie) est très développé tant en milieu urbain qu'en milieu rural. Il fait appel à des espèces locales dont la production est assurée en milieu rural, par les produits ligneux issus des parcelles agricoles ou par les plantations forestières. La phase de reconstruction du pays va mobiliser une nouvelle "génération" d'artisans et une grande quantité de matière bois. Ceci va constituer la base d'une forte relance de la filière artisanale du bois en milieu urbain et rural

### Objectif général

L'objectif est d'accompagner l'émergence de ces artisans et de valoriser à la fois le travail fourni et la matière employée afin de minimiser les pertes ; ceci en utilisant les compétences et les infrastructures des services forestiers qui pourront ainsi développer une nouvelle approche de leur rôle dans la gestion des ressources.

### Objectifs spécifiques

Les centres de service sont particulièrement tournés vers les petits ateliers de menuiserie et ont pour rôle d'apporter une aide technique pour le choix du matériel à acquérir ou à entretenir, d'apporter une aide à la formation aux techniques de gestion et de travail du bois.

- insérer ces centres de services dans le développement de la maison du bois et du centre d'information environnemental,
- constituer un pôle de références techniques et de conseil pour les artisans du bois en offrant documentation technique sur le matériel existant et en apportant conseil pour le choix du matériel adapté,
- promouvoir des stages de formation pratique sur le travail du bois et les règles de gestion

### Moyens à mettre en œuvre

Il s'agit de former un correspondant permanent auprès de qui l'information et les conseils pourront être recueillis. Ce correspondant sera en outre chargé de maintenir les liens avec les professionnels et fournisseurs de matériels.

Une documentation sera maintenue à jour.

## ANNEXES

---

- 1/ Déroulement de la mission
- 2/ Organigramme ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement
- 3/ Personnes rencontrées
- 4/ Programme de la rencontre
- 5/ Communication
- 6/ Recommandations

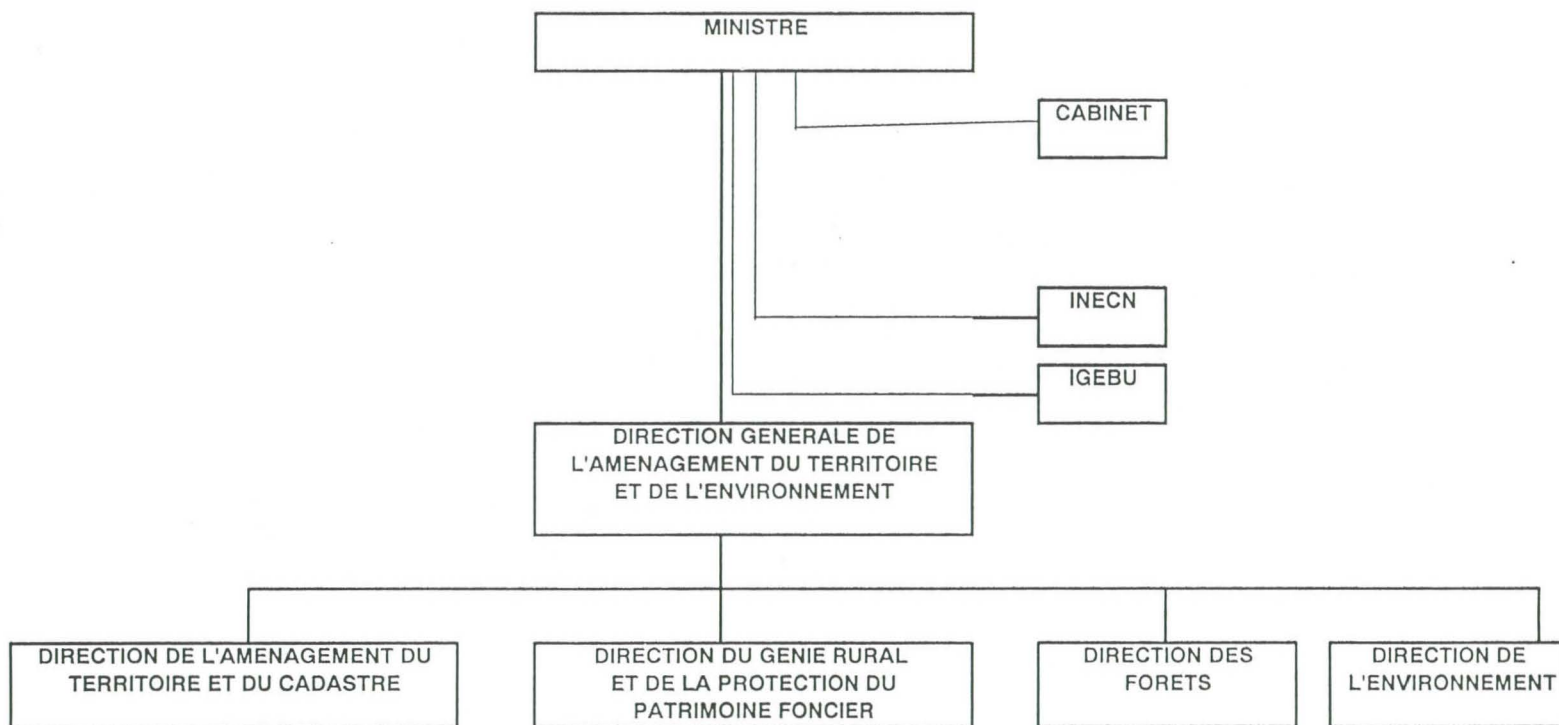


DÉROULEMENT DE LA MISSION

ANNEXE 1

- 11 décembre    départ de Montpellier pour Bujumbura via Nairobi
- 12 décembre    arrivée Bujumbura
- 13 décembre    visites de courtoisie Ministère, Département des Forêts  
réunion de prise de contact avec AFVP et Ambassade de France  
ouverture du symposium  
dîner avec M le Ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement
- 14 décembre    animation du symposium  
rencontre de travail avec le directeur des forêts et les inspecteurs forestiers
- 15 décembre    animation du symposium  
rencontre de travail avec les conseillers du ministre
- 16 décembre    rencontre de travail avec les forestiers provinciaux de Gitega et Bururi  
visite du service SIG du projet "Appui à la restauration et à la gestion de l'environnement". Réunion de travail avec les responsables informatique et forestier
- 17 décembre    visite du chantier de réhabilitation du Musée vivant .  
réunion de travail avec l'équipe de l'AFVP  
départ pour Paris via Nairobi
- 18 décembre    arrivée à Paris

ORGANIGRAMME DU MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT



PERSONNES RENCONTRÉES

ANNEXE 3

ARGAUD Marc  
ENS Fontenay Le Parc 92221 St Cloud (France)

ASSITOU Ndinga  
Coordonnateur régional de l'UICN.

BARARWANDIKA Astère  
Directeur des Forêts BP 631 Bujumbura (Burundi)

BARINDOGO Venant  
Inspecteur forestier régional Bujumbura BP 631 Bujumbura (Burundi)

BIKWEMU Gaspard  
Université du Burundi

BWAKIRA Emmanuel  
Inspecteur foretier régional Gitega BP 631 Bujumbura (Burundi)

CURSOUX Daniel  
Délégué Association française des Volontaires du Progrès  
BP 562 Bujumbura (Burundi)

GAHENGERRI Gaspard  
Superviseur des chantiers. Département des Forêts BP 631 Bujumbura (Burundi)

KANANI Félix  
Forestier de la province de Gitega BP 631 Bujumbura (Burundi)

KAYENGEYENGE Etienne  
Directeur général de l'Aménagement du territoire et de l'environnement

KIDUDI Rose Marie  
Conseiller à la Direction générale de l'Environnement BP 631 Bujumbura (Burundi)

MÜLLER Didier  
Réseau international Arbres Tropicaux 21 rue P. Bert 94130 Nogent sur Marne (France)

NAMURUKITZA Faustin  
Inspecteur forestier régional Bururi BP 631 Bujumbura (Burundi)

NDABIRORE Salva  
Conseiller du ministre BP 631 Bujumbura (Burundi)

NDAYISHIMIYE Albert  
Directeur du Projet forestier de Bukirasazi

NDERABAKURA Ferdinand  
Directeur de l'environnement

NICITERETSE Consolide  
Inspectrice forestière régionale N'Gozi/Kayanza BP 631 Bujumbura (Burundi)

NIMUBONA Taddée  
Inspecteur forestier régional Kirundo/Muyinga BP 631 Bujumbura (Burundi)

NINDEREYE Barthélémy  
Chef du volet agroforesterie. Projet Bukirazazi BP 631 Bujumbura (Burundi)

NIYONGERE Venant  
Inspecteur forestier régional Ruyigi/Cankuzo BP 631 Bujumbura (Burundi)

NSENGIYUMVA Jean Pacifique  
Ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement  
BP 631 Bujumbura (Burundi)

NSENGIYUMVA Omer  
Chercheur. ISABU

NTIRANYIBAGIRA Elysée  
Directeur technique de l'UICN Burundi

NTITANGURANWA Herménégilde  
Conseiller du Ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement  
BP 631 Bujumbura (Burundi)

NYAKAGENI Boniface  
Conseiller du Ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement  
Directeur de l'UICN BP 631 Bujumbura (Burundi)

NZEYIMANA Léonidas  
Forestier de la province de Bururi BP 631 Bujumbura (Burundi)

NZOJIBWAMI Cyriaque  
Conseiller auprès de la seconde vice-présidence BP 631 Bujumbura (Burundi)

RUBINGASHUBI Prudence  
Chef du chantier Mabanda BP 631 Bujumbura (Burundi)

RUFUGUTA Evariste  
Chef de cellule pépinières rurales.  
Département des Forêts BP 631 Bujumbura (Burundi)

RUZIMA Salvator  
Directeur général du développement rural

TAUPIAC Christian  
Chef du service action culturelle et coopération. Ambassade de France  
BP 1190 Bujumbura (Burundi)

TWAGIRAYEZU Appolinaire  
Projet BDI 96001 "Appui à la restauration et à la gestion de l'environnement"  
BP 631 Bujumbura v(Burundi)



MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE  
L'ENVIRONNEMENT.

SEMAINE DE L'ARBRE.  
du 13 au 18 décembre 1999

PROGRAMME.

Lundi 13 décembre.

15 h 00' : Arrivée des invités.

15 h 30' : Installation des invités.

16 h 00' : Cérémonie d'ouverture de la Semaine de l'Arbre.

- Hymne de l'Arbre par le groupe d'animation de la Commune RUTEGAMA ;
- Allocution du Représentant de la FAO ;
- Allocution du Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement ;
- Hymne de l'Environnement par le groupe d'animation de la Commune RUTEGAMA ;

17 h 30' : Fin des travaux de la Journée.

ACTIVITE N°1 : III<sup>ème</sup> SYMPOSIUM FORESTIER NATIONAL AVEC  
COMME THEME CENTRAL « DEVELOPPER ET  
ASSURER LA GESTION DURABLE DE NOS  
RESSOURCES FORESTIERES ».

Mardi 14 décembre

8 h 00' - 9 h 00' : Enregistrement des participants.

9 h 00' - 9 h 15' : 1<sup>ère</sup> communication.  
Le problème du secteur forestier au Burundi ; par Monsieur  
Astère BARARWANDIKA, Directeur des Forêts.

9 h 15' - 9 h 30' : Discussions.

9 h 30' - 9 h 45' : 2<sup>ème</sup> communication.  
La Politique et les Institutions forestières ; par Monsieur  
Boniface NYAKAGENI, Conseiller du Ministre de  
l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, en  
matière d'environnement.

9 h 45' - 10 h 00' : Discussions.

10 h 00' - 10 h 30 : Pause Café.

10 h 30' - 10 h 45' : 3<sup>ème</sup> communication.  
L'Aménagement et la valorisation des ressources  
forestières au Burundi, par Messieurs Evariste  
RUFUGUTA et Diomède NYENGAYENGIE, Conseillers  
au Département des Forêts.

10 h 45' - 11 h 00' : Discussions.

11 h 00' - 11 h 15' : 4<sup>ème</sup> communication.  
La problématique foncière et le reboisement au Burundi  
par Monsieur Salvator RUZIMA, Directeur Général du  
Développement Rural.

11 h 15' - 11 h 30' : Discussions

11 h 30' – 11 h 45' : 5<sup>ème</sup> communication  
Les arbres hors forêts au Burundi, par Monsieur Cyriaque NZOJIBWAMI, Conseiller à la 11<sup>ème</sup> Vice-Présidence.

11 h 45' – 12 h 00' : Discussions

12 h 00' – 14 h 00' : Déjeuner libre.

14 h 30' – 14 h 45' : 6<sup>ème</sup> communication.  
L'harmonisation des politiques forestières en Afrique Centrale, par Monsieur Ndinga ASSITOU, Coordonateur Régional de l'UICN Programme Afrique Centrale.

14 h 45' – 15 h 00' : Discussion.

15 h 00' – 15 h 15' : Pause café.

15 h 15' – 15 h 30' : 7<sup>ème</sup> communication.  
La place de la forêt dans la conservation et la restauration de l'Environnement, par Monsieur Omer NSENGIYUMVA, Chercheur à l'ISABU

15 h 30' – 15 h 45' : Discussions.

15 h 45' – 16 h 00' : Mise en place des commissions 16

h 00' – 17 h 30' : Travaux en commissions.

Mercredi 15 décembre 1999.

9 h 00' – 9 h 15' : 8<sup>ème</sup> communication.  
La recherche-développement et le partenariat Nord-Sud, par François Besse, Délégué du CIRAD-Forêt.

9 h 15' – 9 h 30' : Discussions.

9 h 30' – 9 h 45' : 9<sup>ème</sup> communication.  
Le Réseau International « Arbres Tropicaux » organe d'échange d'expérience entre les forestiers, par Monsieur Didier Müller, Comité de gestion de RIAT France.

9 h 45' – 10 h 00' : Discussions.

10 h 00' – 10 h 30' : Pause café.

10 h 30' – 12 h 00' : Travaux en commissions.

12 h 00' – 14 h 00' : Déjeuner libre.

14 h 00' – 15 h 00' : Séance plénière.

15 h 00' – 16 h 30' : Pause café.

16 h 30' – 17 h 00' : Lecture des recommandations et Cérémonie de clôture du Symposium.

## ACTIVITE N°2 : INAUGURATION DU CENTRE D'INFORMATION ENVIRONNEMENTALE (CIE) ET POSE DU PREMIER PILIER DE LA MAISON DU BOIS.

Jeudi 16 décembre 1999.

9 h 30' – 10 h 00' : Arrivée des invités.

10 h 00' – 10 h 30' : Exhibition des tambourinaires « ABATIMBO » 10 h

30' – 11 h 00' : Inauguration du CIE.

11 h 00' – 11 h 15' : Pose du premier pilier de la maison du bois. 11 h 15' –

11 h 30' : Exhibition des tambourinaires « ABATIMBO ».

11 h 30' : Fin des travaux de la journée.

Vendredi 17 décembre 1999.

Manifestations sportives (classement)

## RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT AU BURUNDI

IIIème symposium forestier national

13 au 18 décembre 1999. Bujumbura (Burundi)

Besse François Cirad-Forêt (France)

Guizol Philippe Cirad-Forêt (France)

### SOMMAIRE

#### 1. HISTORIQUE DE LA POLITIQUE FORESTIÈRE

- 11. Démographie : une crise annoncée
- 12. Les objectifs de la politique forestière
- 13. Des acquis techniques
  - Plantation
  - Production
  - Multiplication
  - Diffusion en milieu paysan
- 14. 1991 : une crise de surproduction
- 15. La question institutionnelle

#### 2. HISTORIQUE DES DYNAMIQUES FORESTIÈRES

- 21. Régression de la forêt naturelle
- 22. La production paysanne
- 23. Impact des politiques de reboisement
- 24. Méconnaissance de la ressource bois-énergie

#### 3. USAGES DE LA FORÊT AU BURUNDI

- 31. Bois de feu
- 32. Bois d'oeuvre et de service
- 33. Forêt naturelle
- 34. Erosions

#### 4. LES QUESTIONS NOUVELLES

- 41. Ressources en bois de feu
- 42. Gestion locale des ressources
- 43. Aspects socio-économiques de la répartition des ressources
- 44. Un pré-requis au développement : la paix

#### 5. RECOMMANDATIONS

- 51. Synthèse et bilan dans un nouveau contexte
- 52. Gestion et valorisation des ressources : du local au national
- 53. Accompagnement des dynamiques et des compétences locales
- 54. Préparation des forestiers aux nouveaux enjeux

## RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT AU BURUNDI

Besse François Cirad-Forêt (France)

Guizol Philippe Cirad-Forêt (France)

IIIème symposium forestier national

13 au 18 décembre 1999

Bujumbura (Burundi)

### 1. HISTORIQUE DE LA POLITIQUE FORESTIÈRE

#### 11. Démographie : une crise annoncée

Au cours du XX ème siècle au Burundi, la régression des forêts naturelles ne semble pas être accompagnée d'une dégradation de la ressource ligneuse. Pourtant, tout au long du siècle, la consommation de bois énergie qui constitue 97% de la consommation totale de bois, a grandement influencé les dynamiques forestières.

Le danger démographique imminent a régulièrement été utilisé au Burundi comme ailleurs pour justifier des politiques autoritaires. En 1949, alors que la population n'était que de deux millions d'habitants, Tondeur annonçait une *"aggravation continue de la situation menant à la multiplication des famines et à la persistance de la sous-alimentation"* ce qui ne s'est pas vérifié par la suite.

En 1956 V.Neesen prévoyait que la saturation démographique complète serait atteinte dans les dix ans. Trente ans plus tard, alors que la population atteignait cinq millions d'habitants, les enquêtes agricoles du Service National de Statistiques montraient que l'on n'observait pas de baisse de la satisfaction des besoins alimentaires malgré la diminution de la taille des exploitations et le maintien d'une économie d'autosubsistance.

La crise annoncée de l'énergie ne s'est pas d'avantage produit mais elle a permis de mettre en œuvre une politique de reboisements industriels sans que celle-ci soit suffisamment discutée.

#### 12. Les objectifs de la politique forestière

Dès 1931, des boisements d'eucalyptus ont été installés sur des pâturages communaux. Aux yeux des forestiers, les pâturages étaient des terres vacantes qu'un reboisement pouvait rendre productif.

Dans un rapport de 1969 un expert a estimé les besoins du Burundi en bois et en a déduit les surfaces à reboiser. Ce rapport évalue les surfaces de terres 'vacantes' à reboiser à 240 000 ha et fixe l'objectif de reboisement pour l'an 2000 à 73 000 ha. Ces données ont servi de référence au premier symposium forestier national de 1973 qui a repris les mêmes chiffres pour lancer de grands projets de reboisements.

Des missions d'experts forestiers se sont succédées entre 1970 et 1976 ; elles ont sensibilisé les responsables burundais à la question forestière. De ce fait les discussions (de 1976 à 1979) qui ont précédé la conception du projet de la Banque Mondiale ont fait intervenir des acteurs qui avaient dès le départ des points de vues convergents.

La procédure qui a permis de calculer les besoins en reboisement pour l'objectif bois de feu est basée sur une estimation de la croissance démographique, donc des besoins mais n'a pas tenu compte de l'auto-production paysanne ni de la répartition spatiale de la demande en bois. On a choisi de réaliser de grands blocs de



reboisement plutôt que d'encourager de petits reboisements dispersés. Les grands blocs apparaissaient plus aisés à contrôler par une administration forestière centralisée. Ce point de vue a été décisif dans les choix des années 70.

Les principales justifications techniques de ce type de projet ont été la protection des sols par le reboisement, la production de bois de feu pour lutter contre la déforestation, la production de bois d'œuvre pour les besoins futurs du pays et plus tard la diffusion d'arbres en milieu paysan pour éviter l'utilisation des déchets de cultures à des fins énergétiques et prévenir la dégradation de la fertilité des sols. Les justifications économiques des projets reposaient sur l'annonce d'une crise d'énergie alors que les données qui auraient dû la prouver manquaient.

Il est normal, selon le principe de précaution, d'agir pour prévenir des risques avant d'avoir toutes les données nécessaires. Mais il est anormal qu'aucune analyse systématique n'ait été faite pour évaluer les risques et que les capacités d'autosuffisance des paysans en bois de feu n'aient pas été évaluées et prises en compte.

### 13. Des acquis techniques

Cependant, l'impact des ces reboisements n'est pas seulement négatif et les acquis techniques liés à la politique de reboisement, et en particulier des reboisements villageois sont incontestables et ce dans plusieurs domaines :

#### *Plantation*

Plusieurs projets, dont le projet de reboisement Banque mondiale/FAC, ont testés et développés des techniques de plantation, des associations d'espèces ainsi que des techniques culturelles qui ont fait l'objet d'un suivi scientifique et technique par l'équipe de la "Cellule agroforesterie et conservation des sols" de l'ISABU.

La collaboration entre le projet de reboisement Banque mondiale/FAC s'est également concrétisée dans la mise en place de parcelles de démonstrations, répertoriées et suivies. Une large publicité a été faite vers les projets autour de ce réseau de parcelles, afin de diffuser auprès des acteurs de terrain les observations et mesures qui étaient faites.

La réalisation du premier atelier sur l'agroforesterie a permis une simplification des références techniques et la diffusion de supports vidéo didactiques.

L'impact des plantations a été très fort dans le monde paysan et une réelle dynamique a été initiée.

#### *Production. Multiplication*

La réalisation de pépinières villageoises, réparties sur l'ensemble du pays en fonction des demandes, a permis une large vulgarisation de techniques de multiplication robustes et efficaces, en limitant la dépendance technique des pépiniéristes.

#### *Diffusion en milieu paysan*

Le développement accompagné des pépinières villageoises privées est le meilleur indicateur de la diffusion durable des techniques de multiplication, production et plantation des arbres.

#### 14. 1991 : une crise de surproduction ?

D'après les études actuellement disponibles, 95% du bois est du bois-énergie consommé par les ménages ruraux. Ce bois n'entre pas dans les circuits de commercialisation. Nous avons déjà signalé qu'en fait la consommation des ménages ruraux et la ressource en milieu rural sont très mal connues. Par ailleurs, il a été mis en évidence que dans l'ouest du pays, la ressource issue des reboisements (la seule dont l'estimation est fiable) est largement excédentaire.

Nous pouvons évoquer une surproduction, au moins localisée et les difficultés de transport et d'échange entre les différentes régions ne peuvent effacer cette situation.

#### 15. La question institutionnelle

Une politique de décentralisation et de transfert de gestion vers les communes avait été amorcée à la fin des années 80. Elle n'a malheureusement pu être menée à bien à ce jour. Mais le fond même de cette démarche est cohérent avec une politique de gestion locale des ressources, en particulier forestières.

La démarche sera sans doute relancée, sur de nouvelles bases pour tenir compte des évolutions démographiques et économiques actuelles. La légitimité et le rôle des représentants locaux seront un élément de discussion important tant pour la mise en place de la décentralisation que pour l'accès aux ressources et la répartition des tâches.

## 2. HISTORIQUE DES DYNAMIQUES FORESTIÈRES

Au cours du siècle, la croissance démographique s'est accompagnée d'une transformation des ressources ligneuses, les forêts naturelles ont régressé et des systèmes agroforestiers se sont développés.

#### 21. Régression de la forêt naturelle

La régression des forêts naturelles et la croissance démographique sont des faits observés au cours du siècle. Cependant les causes de la régression des forêts naturelles sont multiples et ne peuvent être réduites à la seule croissance démographique.

La croissance démographique augmente la pression sur les terres, mais les plantations industrielles de thé, de café et de quinquina ainsi que les projets forestiers participent aussi à ce phénomène. Parallèlement à la croissance démographique, les paysans ont adapté leurs pratiques culturelles. Ils ont associé plusieurs cultures vivrières sur une même parcelle pour répartir les risques et augmenter la production et ont aussi associé l'arbre aux cultures.

L'innovation paysanne a permis d'intensifier les systèmes agronomiques et de desserrer les contraintes de manque de terre. Enfin l'augmentation de la pression sur les terres n'est qu'un paramètre du déboisement. Les modes d'appropriation des ressources sont au moins aussi importants.

La régression des forêts naturelles est décrite depuis 1945. La transhumance en forêt accompagnée de feux était désignée à l'époque comme étant une des causes du déboisement et en 1953 des règlements sur le brûlage ont été émis. En 1967 on estimait à 100.000 ha la surface de la forêt naturelle ; elle était évaluée à environ la moitié dès 1990.



Situation des forêts publiques au Burundi en 1967, avant et après la crise de 1993

	1967	1993	1997
Type de forêts	-	80.000	56.000
Boisements domaniaux	24.000	11.000	7.000
Boisements communaux	100.000	55.000	50.000
Formations naturelles (domaniales)	124.000	146.000	113.000
TOTAL	248.000	292.000	226.000

sources : 1967 (Huart, 1969). 1993 et 1997 (Département des forêts, 1997)

Evolution de la population du Burundi

Années	1920	1950	1979	1990	1999
Population (millions)	1,50	2,00	4,03	5,36	6,4

Sources: Recensements généraux de 1979 et 1990 (Ministère de l'intérieur, 1990). Estimations issues des sources suivantes: pour 1920 (de Greef, 1919 p 34) et (Gahama, 1983, p 289), 1950 (Bidou, 1991, p 30), 1999 Fonds des Nations Unies pour la Population ( FNUAP- in Ndabirorere, 1999).

## 22. La production paysanne

Dès les années 60, les arbres ont été associés aux cultures. Les paysans burundais ont innové et l'arbre a été utilisé comme un moyen d'intensification du système d'exploitation agricole. La création du système qui associe *Toona ciliata*, avocats et bananiers, ou l'association grevillea et caféier en sont des exemples relativement récents. Ces systèmes ont été lancés sans l'intervention des projets et, dans le cas de l'association caféier-grevillea, contre l'avis des spécialistes du café et malgré les risques d'amendes. Les agriculteurs burundais, en plantant des arbres chez eux se sont rendus progressivement indépendants des ressources forestières qui disparaissaient.

Les surfaces agroforestières sont bien développées aujourd'hui et pèsent fortement dans l'économie du bois. L'essentiel des besoins en bois énergie, perches et bois d'oeuvre de la capitale est produit par les paysans.

L'Etat et les projets ont été en retard par rapport à ces initiatives paysannes. Le projet Banque mondiale/FAC a eu le mérite d'initier des pépinières rurales dès 1979 et de les faire évoluer. Cependant les moyens mis à la disposition de ce volet en regard de ceux mis à la disposition des projets de reboisement en grands blocs étaient réduits. Les autres projets forestiers ont attendu le milieu ou la fin des années 80 pour s'orienter vers l'agroforesterie. Aujourd'hui les projets de reboisement sont contestés, mais l'administration forestière maintenant constituée a tendance à continuer à les promouvoir. Les responsables du secteur forestier ont appréhendé avec retard le développement de la foresterie paysanne.

## 23. Impact des politiques de reboisement

Les interventions de l'Etat les plus marquantes sont des actions de reboisements. Elles ont été développées en trois vagues. La première, entre 1925 et 1940 a consisté à créer des boisements au niveau des communes. La deuxième, plus importante, entre 1979 et 1993 a consisté à créer un domaine domaniale de grands blocs de

plantations que nous avons déjà décrit. La troisième, entre 1985 et 1993, a consisté à favoriser le développement de la foresterie paysanne.

De 1993 à nos jours, le Burundi a connu une période de troubles socio-politiques marquée par la destruction d'une partie des reboisements. Le Burundi a perdu durant cette période environ 20% de ses forêts publiques. Une part significative des boisements créés pendant la période 1979-1993 a déjà disparu mais la ressource bois représente encore un atout capital pour l'économie du pays, tant en zones rurales que pour les centres urbains.

#### 24. Méconnaissance de la ressource bois-énergie

Paradoxalement, avant la crise de 1993, le Burundi était un des rares pays africains au sud du Sahara à couvrir ses besoins énergétiques grâce au bois alors que sa population avait doublé au cours des 26 dernières années. Au Burundi, 98% de la ressource énergétique provient des ressources ligneuses, 97% de la consommation totale de bois est du bois énergie et 76% de la consommation totale de bois est du bois énergie consommé en milieu rural. L'habitat rural étant extrêmement dispersé au Burundi la demande est donc très répartie dans l'espace.

Le Burundi qui n'a pas connu de crise d'énergie globale a pu, au niveau local, connaître de véritables périodes de pénurie au cours du siècle. Depuis le début du siècle la situation s'est certainement améliorée au niveau local malgré la croissance démographique car le développement des ressources agroforestières bien réparties permet un meilleur accès au bois.

Le risque d'une crise du bois énergie est une préoccupation permanente et naturelle dans un pays qui dépend à plus de 90% de cette ressource. Cette question a été rappelée avec force en 1976. Des efforts de diversification des sources d'énergie, en particulier l'utilisation de la tourbe, ont échoué. Néanmoins, la crise n'était toujours pas apparue en 1990 lorsque des enquêtes assez précises révélaient une consommation annuelle de 6 à 7 millions de m<sup>3</sup> de bois alors que la ressource évaluée à partir des reboisements communaux et domaniaux était seulement de 400 000 m<sup>3</sup>/an.

La différence entre les estimations de production et de consommation révèle surtout le manque de connaissance des origines de la ressource. En particulier la contribution des systèmes agroforestiers à la satisfaction de la demande en bois énergie est toujours sous-estimée voire ignorée.

Pourquoi la crise en bois énergie ne s'est-elle pas produite ? La différence importante et durable entre la production des reboisements et des forêts et le volume de la consommation suggère que la majorité du bois ne provienne pas des forêts.

Les modalités d'accès au bois énergie en milieu rural ont été peu étudiées. Il faudrait évaluer la part qui entre dans un circuit d'échange, celle de l'autoconsommation, celle des produits de substitutions et la capacité de production des systèmes agroforestiers. Pour comprendre comment les exploitations non autosuffisantes s'approvisionnent en bois énergie, il faudrait aussi étudier les échanges entre ruraux et les modalités d'accès et de partage du bois énergie provenant des espaces communs.

### 3. USAGES DE LA FORÊT AU BURUNDI

Le bois représente essentiellement une ressource en bois de feu et en bois de service et, dans une moindre mesure de bois d'œuvre. On trouvera en annexe une présentation des flux de ces produits tels qu'ils ont été décrits en 1991, lors d'une enquête sur la filière bois de la ville de Bujumbura.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur ce rôle largement décrit par les intervenants précédents.



Mais il lui est également reconnu un rôle de protection des bassins versants et un impact sur la réduction des effets de l'érosion. On devrait d'ailleurs plutôt évoquer LES érosions selon les types de sol et la topographie que l'on rencontre ; ce qui a pour corollaire la nécessité d'adapter les plantations aux conditions édaphiques.

#### 4. LES QUESTIONS NOUVELLES

Les systèmes agroforestiers du Burundi, comme les reboisements, sont des formes nouvelles de forêts, bien différentes des forêts naturelles. Les objectifs à poursuivre ne sont peut-être plus uniquement des surfaces à reboiser, mais plutôt des produits et des services rendus par le bois, en tenant compte des modalités d'accès à la ressource, des modalités de répartition et des services non marchands. Les objectifs classiques qui ont motivé la réhabilitation forestière par plantations doivent être rediscutés en considérant la part importante des systèmes agroforestiers et pastoraux dans la production de bois ainsi que dans la protection des sols.

Les innovations par les paysans ont permis de faire face à la rareté des surfaces disponibles pour l'agriculture. Dans ces conditions, la disparition des forêts est-elle un vrai problème? Faut-il poursuivre la politique des projets de reboisements pour pallier la disparition de la forêt naturelle ?

##### 41. Ressources en bois de feu

L'argument de l'autosuffisance nationale en bois énergie face au péril de la croissance démographique est battu en brèche par les paysans burundais qui ont montré par la pratique qu'ils n'ont pas besoin de forêts pour être autosuffisants. Ces systèmes de cultures complexes qui associent grands arbres à bois, fruitiers, bananiers et cultures vivrières sont une réponse à la question du bois énergie qui laisse de l'espace aux activités agricoles et pastorales. Une politique qui consisterait à accompagner ces initiatives paysannes serait plus efficace que la politique de leur substitution par l'action de l'état.

Par ailleurs, la ressource en bois de feu en zone rurale doit être identifiée et localisée afin de disposer de références actualisées.

##### 42. Gestion locale des ressources

Non seulement les problèmes de distance physique limitent l'accès des ruraux à la ressource bois mais aussi le statut domanial interdit théoriquement l'usage des espaces et des forêts aux ruraux. Une politique qui s'assurerait que les ressources sont correctement partagées avec le plus grand nombre produirait des systèmes de gestion des ressources plus résistants aux crises. La seule façon de s'assurer que la ressource est partagée c'est de procéder à une négociation avec tous les acteurs à propos de la gestion des ressources et des espaces.

Une bonne connaissance spatialisée de la ressource offre la possibilité de négocier la gestion de cette ressource avec les populations riveraines et constitue un préalable et une référence indispensables à toute négociation.

##### 43. Aspects socio-économiques de la répartition des ressources

Le transfert de gestion entraîne tout un ensemble de mesures sur la plan identification et formation des acteurs, mise à disposition d'outils et de règles de décision, y compris un ensemble législatif adapté. On peut citer à titre illustratif la démarche des marchés ruraux mise en oeuvre au Niger et au Mali (et bientôt au Sénégal et au Tchad) et qui a su associer recherche, approche sociologique, concertation avec les acteurs et

accompagnement législatif. Pour le Burundi, cette démarche pourra se situer dans le cadre de la décentralisation.

#### 44. Un pré-requis au développement : la paix

Cela représente également un objectif. Mais tout travail de développement ne peut s'imaginer et se construire que dans une projection vers le futur. Et la gestion pérenne (ou durable) ne peut se concevoir, par définition que dans le futur. La stabilité sociale doit y être inscrite.

### 5. RECOMMANDATIONS

#### 51. Synthèse et bilan dans le contexte d'après crise

Il s'agit de compléter et d'actualiser, dans un laps de temps le plus court possible, les données disponibles ou accessibles sur les ressources forestières afin de disposer d'une base complète, claire et facile d'accès sur ces ressources et leur dynamique de croissance. Les inventaires de mise à jour des surfaces forestières et des volumes sur pied en font partie.

Des enquêtes de consommation et de trafic sont à entreprendre d'une part pour les centres urbains (capitale et villes secondaires) et d'autre part en milieu rural.

Des mesures de suivi des parcelles expérimentales (complété par des mesures et des observations dans les parcelles de démonstration) feront l'objet d'analyses et de synthèses.

Les acquis scientifiques et techniques ont fait l'objet de nombreux documents de synthèse et souvent de vulgarisation. Ils doivent constituer la base d'éventuelle mises à jour, afin de ne pas perdre d'énergie et de temps à refaire ce qui a été déjà étudié (espèces, associations de cultures, méthodes de multiplication, de plantation et de valorisation ...)

#### 52. Gestion et valorisation des ressources : du local au national

Les travaux menés sur le plan local, au niveau des villes et des terroirs villageois seront exploités avec comme objectif l'élaboration d'un plan national de mise en valeur des ressources. Il s'agit bien là de partir d'une analyse locale pour aboutir à une synthèse nationale.

La mise en oeuvre porte sur un schéma directeur national à même d'assurer une prise en compte des réalités locale et une cohérence au niveau national.

#### 53. Accompagnement des dynamiques et des compétences locales

La gestion des ressources localement doit s'appuyer sur des compétences (individuelles ou collectives) fortes. La bonne volonté n'est pas suffisante et ces compétences, après avoir été (éventuellement) sollicitées devront être identifiées et bénéficier d'un appui afin de pouvoir s'exprimer. L'initiation aux outils de gestion et de décision est un atout majeur pour l'émergence et la pérennisation de ces compétences locales.

#### 54. Préparation des forestiers aux nouveaux enjeux

Les forestiers de terrain devront également avoir accès donc être formés à l'élaboration et à l'utilisation des outils d'aide à la décision et à la gestion que peuvent être les bases de données et les SIG axés sur la gestion de l'espace et des ressources.

Ils auront pour tâches le partage de leurs connaissances et l'appui technique aux autres acteurs de terrain. Ceci suppose une évolution profonde dans la conception qu'ils ont de leur rôle et de leurs relations avec le monde rural.

#### Références bibliographiques :

Bertrand A., 1976. Aspects économiques des problèmes forestiers au Burundi. FAC/CTFT, Nogent, 102 p.

Besse Fr., Guizol Ph., 1991. Etude de la filière bois pour la ville de Bujumbura. Cirad-Forêt/Projet Banque mondiale/FAC, Nogent. 110 p.

Gahama J., 1983. Le Burundi sous administration belge. Paris, ACCT-Karhala-Cra, 465 p.

Guizol Ph., Ndikumagenge Cl. (à paraître). Les dynamiques forestières. La cas du Burundi. Représentations, discours, innovations paysannes et politiques forestières.

Ndabirorere S. 1999. Données statistiques sur des produits forestiers non ligneux au Burundi. FAO, 38 p.



### SYNTHESE DES TRAVAUX DU III<sup>ème</sup> SYMPOSIUM FORESTIER NATIONAL TENU A BUJUMBURA DU 13 AU 15 DECEMBRE 1999.

Les cérémonies d'ouverture ont été rehaussées par la présence des Représentants du peuple, certains membres du Gouvernement, des Représentants du Corps Diplomatique et consulaires ainsi que des organisations internationales.

Les mêmes cérémonies ont été ponctuées par deux allocutions, celle du Représentant de la FAO et celle du Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement venu procéder à l'ouverture solennelle du Symposium.

Dans son allocution, le Représentant de la FAO s'est réjoui des efforts consentis par le Gouvernement depuis les années 1980 dans le secteur du reboisement et de la protection forestière dans le triple but :

- de répondre aux besoins sans cesse croissants en bois de chauffage et en bois d'œuvre » ;
- de réduire la pression de la population sur les formations naturelles et
- de lutter contre la dégradation des sols.

Il a ensuite souligné que la FAO était consciente que le pas qui reste à franchir au Burundi pour asseoir une gestion durable des forêts n'a pas de commune mesure avec les moyens financiers mobilisables au niveau national et qu'elle ne ménagera donc aucun effort pour aider le Gouvernement à mettre en œuvre les recommandations qui seront issues de ce Symposium.

Il a enfin souhaité plein succès au Symposium et reconnu que ce forum donne l'occasion aux différents partenaires concernés de faire le point sur la situation qui prévaut au Burundi en matière de développement du secteur forestier, de dégager les contraintes structurelles, conjoncturelles et institutionnelles, de faire des recommandations pertinentes et arrêter des stratégies à mettre en œuvre pour les surmonter dans le respect des décisions des conférences internationales sur l'environnement en général et sur les forêts en particulier.



Prenant la parole, le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, Son Excellence Jean Pacifique NSENGIYUMVA a rappelé les objectifs qui sont à l'origine de l'organisation de ce Symposium.

Il a précisé que ce Symposium s'inscrivait dans le cadre de la Semaine de l'Arbre et qu'il faisait suite aux 2 autres symposium tenu respectivement en 1973 et en 1982 en vue d'évaluer l'état de mise en œuvre des recommandations de l'époque dont l'objectif était d'atteindre un capital forestier de 20 % du territoire national à l'horizon 2000.

Le Ministre a également fait remarquer que le taux de couverture qui était de 7 % avant la crise est actuellement de 5 % suite à la mauvaise gestion caractérisée par :

- L'appropriation des terres ;
- La non organisation de la filière bois ;
- Le manque d'une recherche d'accompagnement ;
- Le retrait des bailleurs de fonds.

Avant de déclarer solennellement ouvert le III<sup>ème</sup> Symposium Forestier National, le Ministre a exprimé sa vive reconnaissance aux différents pays et organisations internationales qui ont appuyé les efforts du Gouvernement par le passé et a émit le souhait de voir redynamiser la coopération tant multilatérale que bilatérale.

Les travaux du Symposium se sont poursuivis par la présentation des neuf communications suivantes :

- Les problèmes du secteur forestier au Burundi ;
- La politique et les institutions forestières au Burundi ;
- L'aménagement et la valorisation des ressources forestières au Burundi ;
- La problématique forestière et le reboisement au Burundi ;
- Les arbres hors forêts au Burundi ;
- L'harmonisation des politiques forestières en Afrique ;

La place de la forêt face à la conservation et la restauration de l'environnement ;

- La recherche-Développement et le Partenariat Nord-Sud ;
- Le Réseau International « Arbres Tropicaux », organe d'échange d'expérience entre les forestiers.

Après chaque communication, les participants ont eu l'occasion de mener des échanges et de donner des enrichissements.

Les participants ont notamment relevé comme principaux problèmes :

- La méconnaissance du patrimoine forestier existant ;
- La mauvaise gestion de la ressource ;
- La démographie galopante qui impose de nouvelles stratégies ;
- Le manque d'une valorisation des investissements ;
- Le faible transfert de technologie en milieu rural ;
- L'absence d'une activité de recherche-développement ;
- Le manque d'un programme d'intégration agro-sylvo-pastorale ;
- La faible collaboration entre les institutions de recherche et le Département des Forêts ;
- Le manque d'un programme de renforcement des capacités à tous les niveaux ;
- La mauvaise gouvernance en tant que cause de dégradation des écosystèmes forestiers et de la perte de la biodiversité.
- L'insuffisance d'intégration politique et sectorielle au niveau régional en matière de gestion des ressources naturelles ;

- La nécessité de faire des synthèses et bilans des interventions précédentes dans le nouveau contexte ;
- La nécessité d'une gestion et d'une valorisation des ressources du local au national ;
- La nécessité d'une action d'accompagnement des dynamiques et des compétences locales ;
- La nécessité d'une nouvelle vision de la part des forestiers face aux nouveaux enjeux ;
- La nécessité d'un large programme de communication et d'information.

« Il est apparu que toutes les échanges étaient focalisées sur trois principaux axes à savoir :

- Les politiques et les institutions forestières ;
- La formation et le renforcement des capacités ;
- L'aménagement et la valorisation des ressources forestières.

Après une analyse approfondie de la situation du secteur forestier sous l'angle de ces trois axes, les participants au III<sup>ème</sup> Symposium forestier ont émis les recommandations suivantes :

Concernant les politiques et les institutions, les participants recommandent :

1° Promouvoir une politique de décentralisation de la gestion des ressources forestières prévoyant des mesures d'accompagnement définissant le rôle et la responsabilité des acteurs et basée sur une concertation et une collaboration permanente entre l'administration forestière et administrative territoriale.

2° Harmoniser et actualiser les textes législatifs existants, élaborer les textes d'application et veiller à leur mise en œuvre.

3° Assurer les moyens nécessaires à l'élaboration de l'état des ressources forestières et de son suivi régulier en vue de sa gestion durable.

Concernant la formation et le renforcement des capacités institutionnelles, les participants recommandent de :

4° Evaluer les besoins de formation à tous les niveaux afin de mettre en place un programme adapté ;

5° Harmoniser les approches de vulgarisation et de formation et initier préalablement les techniciens aux techniques moderne de communication.

6° Mettre en place un cadre d'échange permanent des résultats de recherche-développement.

7° Encourager les institutions de recherche en place à s'investir plus dans la recherche forestière.

Concernant l'Aménagement et la valorisation des ressources forestières, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

8° Actualiser les plans d'aménagement existant et élaborer les plans de gestion pour les boisements communaux.

9° Favoriser l'implication de la population en particulier les jeunes et les femmes dans le développement de la foresterie rurale et dans la gestion des ressources forestières.

10° Améliorer les techniques de transformation et de préservation du bois.

11° Rentabiliser les sous-produits de transformation du bois et valoriser les produits forestiers non ligneux.

12° Mettre en place un programme de formation technique pour les artisans et les agents de service forestier.